

Document

Forte baisse du produit national brut du Japon fin 2008 (16.02)

AP – 16.02.

Le produit national brut du Japon a chuté de 12,7 % au quatrième trimestre 2008, la plus forte réduction depuis le premier choc pétrolier de 1974.

La baisse du PNB enregistrée entre octobre et décembre dernier est la troisième baisse trimestrielle consécutive sur la production nationale de biens et services. Entre juillet et septembre, la baisse était de 1,8%. Elle provient de la demande mondiale déprimée pour les produits japonais.

Economie : chiffres catastrophiques au Japon, inquiétants en Europe (16.02)

AFP – 9.02.

Suppressions de 20.000 postes chez Nissan, effondrement de l'excédent courant du Japon, recul de l'excédent commercial de l'Allemagne en 2008, produit intérieur brut de la France attendu en baisse au premier trimestre 2009: ces mauvaises nouvelles confirmaient lundi une aggravation de la conjoncture économique.

La crise continue de frapper durement le Japon qui a publié lundi une série de chiffres catastrophiques.

Le constructeur automobile Nissan poursuit les plans sociaux : 20.000 postes supplémentaires seront supprimés au cours de l'exercice 2009-2010 qui démarre le 1er avril.

"Nous sommes frappés par trois difficultés en même temps: crise du crédit, récession économique et renforcement du yen", a déploré Carlos Ghosn, président de Nissan, estimant que "les pires scénarios possibles se sont systématiquement réalisés" ces derniers mois.

Plus globalement, l'excédent courant du Japon s'est effondré de 92,1% sur un an en décembre, et a subi une chute record pour l'ensemble de 2008 en raison d'un recul des exportations et des rendements des investissements japonais à l'étranger.

Il s'agit de la plus forte dégringolade annuelle de l'excédent courant depuis que ces statistiques ont commencé à être publiées en employant la méthode de calcul actuelle, en 1986, a précisé un porte-parole du ministère.

En outre, le nombre de faillites d'entreprises au Japon a bondi de 30,2% en janvier par rapport au même mois de 2008, à cause des répercussions de la crise, dépassant à nouveau les 1.000 cas, un niveau exceptionnel constaté pour le huitième mois de suite, selon un rapport mensuel.

En Europe, l'excédent commercial de l'Allemagne, qui traverse sa pire crise économique depuis 1945, a également reculé, de 8,7% en 2008 par rapport à 2007, en raison d'exportations moins dynamiques que les importations, pour atteindre 178,2 milliards d'euros.

Le chef de file des ministres des Finances de la zone euro, Jean-Claude Juncker, a plaidé lundi pour "une meilleure coordination" des politiques économiques des pays européens qui, les uns après les autres, préparent "leurs propres plans" face à la récession.

En France, la banque centrale a estimé que le produit intérieur brut devrait baisser de 0,6% au premier trimestre 2009, un recul pour le deuxième trimestre consécutif qui marquerait donc le début de la récession attendue.

L'Insee (Institut national de la statistique) doit publier vendredi les premiers chiffres de la croissance pour l'ensemble de 2008 mais la plupart des économistes, ainsi que le gouvernement, estiment déjà que le PIB au dernier trimestre sera très mauvais, anticipant une chute de l'ordre de 1%.

Pour venir en aide au secteur automobile, L'Etat français va consentir deux prêts participatifs de 3 milliards d'euros chacun à Renault et PSA Peugeot Citroën et un d'environ 0,5 milliard à Renault Trucks (groupe Volvo) en échange de la pérennité des sites d'assemblage automobile, a annoncé lundi le président Nicolas Sarkozy.

"Pour permettre (aux constructeurs) de préparer sereinement l'avenir, l'Etat va accorder à chacun de nos grands constructeurs, comme l'avait annoncé d'ailleurs le Premier ministre sur le principe, un prêt de 3 milliards d'euros d'une durée de 5 ans", a déclaré M. Sarkozy à l'issue d'une rencontre avec les responsables de la filière automobile.

En échange de ces prêts, a souligné M. Sarkozy, Renault et PSA ont pris "l'engagement de ne fermer aucun de leurs sites pendant la durée de ces prêts et de tout faire pour éviter les licenciements".

Aux Etats-Unis, les sénateurs doivent voter lundi sur le plan de relance économique discuté depuis plusieurs semaines au Congrès et dont le coût total a été ramené à 780 milliards de dollars. Le Sénat devra ensuite trouver un compromis avec la Chambre des représentants, qui a adopté un plan de 819 milliards de dollars.

Par ailleurs, le secrétaire au Trésor américain Timothy Geithner a décidé de repousser de lundi à mardi l'annonce du nouveau plan gouvernemental de sauvetage des banques américaines, qui doit venir modifier et compléter celui de 700 milliards de dollars (540 milliards d'euros) voté en octobre par le Congrès à la demande du gouvernement précédent.